

L'internationalisation de l'enseignement supérieur

Introduction

L'internationalisation de l'enseignement supérieur va en s'accroissant depuis une dizaine d'années. Un nombre croissant de personnes choisissent de partir étudier à l'étranger, de s'inscrire dans des programmes ou dans des établissements étrangers présents dans leur pays, ou simplement de recourir à l'Internet pour suivre des formations dispensées depuis d'autres pays par des universités ou d'autres établissements d'enseignement supérieur. Cette évolution résulte de plusieurs facteurs qui, bien que différents, ne s'excluent pas mutuellement : la volonté des pays d'améliorer la compréhension mutuelle ; la plus grande mobilité des travailleurs qualifiés dans une économie mondialisée ; le désir des établissements d'enseignement supérieur de mobiliser des recettes supplémentaires ; ou la nécessité d'avoir une population active mieux éduquée dans les économies émergentes.

L'enseignement supérieur transnational a évolué différemment selon les pays et les régions de l'OCDE. En général, la mobilité des étudiants a été induite par l'action politique en Europe et par la demande dans la région Asie-Pacifique. L'Amérique du Nord a quant à elle avant tout constitué un pôle d'attraction pour les étudiants étrangers. Par ailleurs, ce sont les établissements d'enseignement eux-mêmes qui ont décidé d'aller s'implanter à l'étranger ou d'y proposer des formations, permettant ainsi aux ressortissants des pays d'accueil de fréquenter un établissement étranger sans quitter leur territoire national. Cette évolution a été facilitée par la très large autonomie accordée aux établissements d'enseignement supérieur dans certains pays et par les politiques adoptées par les pays d'accueil.

Toutefois, l'accroissement et la diversification des activités internationales dans l'enseignement supérieur soulèvent un certain nombre de questions sur lesquelles les gouvernements et les établissements d'enseignement supérieur doivent se pencher. Renforce-t-on ainsi la capacité des pays à répondre à une demande croissante d'enseignement supérieur dans le monde ? L'accès à la formation est-il élargi ? Les coûts diminuent-ils pour les étudiants ou pour les pouvoirs publics ? La libéralisation est-elle une solution face à l'importance croissante des services privés et à la progression de la demande d'enseignement supérieur ? La présente Synthèse présente un état des lieux de l'enseignement supérieur transnational et porte à l'attention des décideurs publics des pays de l'OCDE quelques-uns de ses enjeux politiques en matière de :

- qualité et reconnaissance ;
- accès et équité ;
- financement et coût ;
- renforcement des capacités ;
- cohérence politique. ■

Quelles sont les destinations des étudiants étrangers ?

Quelles sont les nouvelles formes d'enseignement supérieur transnational ?

Quelles sont les différentes logiques et stratégies à l'œuvre dans l'enseignement supérieur transnational ?

Quels liens existe-t-il entre l'AGCS et l'éducation ?

Quels sont les principaux enjeux pour les décideurs publics ?

Autres informations

Références

Où nous contacter ?

Quelles sont les destinations des étudiants étrangers ?

La mobilité internationale des étudiants constitue la principale forme d'enseignement supérieur transnational. Les pays de l'OCDE comptent aujourd'hui 1.6 million d'étudiants étrangers, c'est-à-dire deux fois plus qu'il y a vingt ans (graphique 1 et tableau 1). Ils accueillent environ 85 % des étudiants étrangers du monde entier, mais six d'entre eux seulement reçoivent l'essentiel de cet effectif. En 2001, 30 % des étudiants étrangers se trouvaient aux États-Unis, 14 % au Royaume-Uni, 13 % en Allemagne, 9 % en France, 7 % en Australie et 4 % au Japon. Les quatre premiers pays anglophones (les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada) accueillent à eux seuls plus de la moitié (54 %) de l'effectif total d'étudiants étrangers scolarisés dans la zone de l'OCDE.

Dans la zone de l'OCDE, l'Europe est la principale région d'accueil avec ses 840 000 étudiants étrangers, mais la mobilité étudiante y est essentiellement intra-européenne : en Europe, la moitié environ (52 %) des étudiants étrangers sont européens. Si l'Amérique du Nord reçoit moins d'étudiants étrangers (520 000 aux États-Unis, au Canada et au Mexique), elle se situe en revanche au premier rang en termes d'ouverture aux autres régions : les étudiants asiatiques représentent près des deux tiers (60 %) de son effectif total d'étudiants étrangers.

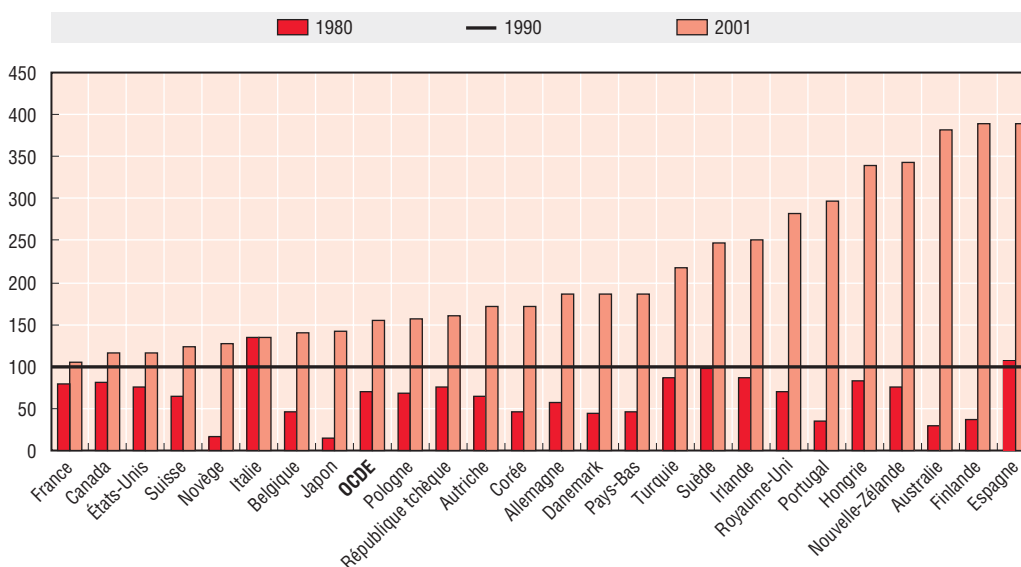
L'Asie arrive en tête des régions dont les ressortissants partent suivre des études supérieures à l'étranger : près de

la moitié (43 %) des étudiants étrangers dans la zone de l'OCDE sont asiatiques. L'Europe la suit de près, avec 35 %, puis viennent l'Afrique (12 %), l'Amérique du Nord (7 %), l'Amérique du Sud (3 %) et l'Océanie (1 %). En 2001, près de 57 % des étudiants étrangers se trouvant dans la zone de l'OCDE étaient des ressortissants d'un pays non membre de l'OCDE. Au niveau des pays, la Chine (y compris Hong-Kong) est le pays comptant le plus de ressortissants étudiants à l'étranger, lesquels représentent 10 % des étudiants étrangers dans la zone de l'OCDE ; elle est suivie de la Corée (5 %), de l'Inde (4 %), de la Grèce (4 %) et du Japon (4 %). Plus des deux tiers (70 %) des étudiants asiatiques à l'étranger sont concentrés dans trois pays anglophones : les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie. Alors que les ressortissants asiatiques recourent en général à l'enseignement transnational pour suivre un cursus complet et supportent le coût réel de leur formation, les étudiants américains et européens privilégient les séjours de courte durée, principalement dans le cadre de formations subventionnées en ce qui concerne les Européens. ■

Quelles sont les nouvelles formes d'enseignement supérieur transnational ?

En fait, les séjours à l'étranger ne représentent qu'une des formes d'enseignement supérieur transnational. Les étudiants sont de plus en plus nombreux à bénéficier et à tirer parti d'une nouvelle possibilité : suivre une formation supérieure ou post-secondaire proposée par une université

Graphique 1. Évolution des effectifs d'étudiants étrangers dans certains pays de l'OCDE sur une période de 20 ans (1990 = 100)



Note : Les chiffres communiqués pour l'Allemagne ne couvrent pas l'ancienne RDA en 1980 et en 1990.

Source : Pour 1980 et 1990, UNESCO, sauf pour le Japon (ministère de l'Éducation) ; pour 2001, base de données de l'OCDE sur l'éducation.

Tableau 1. Étudiants étrangers dans la zone de l'OCDE – principaux pays importateurs et exportateurs, 2001

Nombre d'étudiants étrangers accueillis		Nombre de ressortissants étudiant à l'étranger	
États-Unis	475 169	Chine	124 000
Royaume-Uni	225 722	Corée	70 523
Allemagne	199 132	Inde	61 179
France	147 402	Grèce	55 074
Australie	110 789	Japon	55 041
Japon	63 637	Allemagne	54 489
Canada	40 667	France	47 587
Espagne	39 944	Turquie	44 204
Belgique	38 150	Maroc	43 063
Autriche	31 682	Italie	41 485
Italie	29 228	Malaisie	32 709
Suisse	27 765	États-Unis	30 103
Suède	26 304	Canada	29 326
Turquie	16 656	Indonésie	26 615
Pays-Bas	16 589	Espagne	26 196
Danemark	12 547	Royaume-Uni	25 198
Hongrie	11 242	Hong-Kong	23 261
Nouvelle-Zélande	11 069	Fédération de Russie	22 004
Norvège	8 834	Singapour	19 514
Total OCDE	1 580 513		

Source : Base de données de l'OCDE sur l'éducation.

étrangère sans quitter leur propre pays. La mobilité internationale des programmes et des établissements s'est accrue au cours des dix dernières années et devrait répondre à une demande de plus en plus grande à l'avenir.

La mobilité des programmes éducatifs est la deuxième forme la plus courante d'enseignement supérieur transnational après la mobilité internationale des étudiants. Bien qu'elle englobe la formation à distance – y compris par voie électronique, généralement complétée par un enseignement en présence dans des établissements partenaires locaux – elle revêt surtout la forme d'un enseignement traditionnel en face à face, proposé par l'intermédiaire d'un établissement partenaire à l'étranger. Les relations entre les établissements étrangers et locaux donnent lieu à une variété d'arrangements contractuels, allant de l'aide au développement aux contrats marchands. L'enseignement transnational à caractère commercial occupe désormais une place primordiale dans la région Asie-Pacifique où il prend principalement la forme de la franchise et du jumelage. Dans le cadre d'une franchise, un prestataire local est en règle générale autorisé par un établissement étranger à dispenser en totalité ou en partie un de ses programmes d'enseignement dans le cadre de conditions contractuelles bien déterminées. Le plus souvent, cette formation est sanctionnée par un diplôme étranger. La franchise peut cependant prendre de nombreuses autres formes. Dans un programme de jumelage, les étudiants sont scolarisés auprès d'un prestataire étranger et suivent un programme étranger ; ils effectuent une partie de la formation dans leur pays d'origine et l'achèvent dans le pays d'origine de l'établissement étranger. Ce mode de formation transnationale passe habituellement par la mobilité à la fois des étudiants et des programmes.

Peut-être parce qu'elle implique un risque entrepreneurial plus grand, la mobilité des établissements reste limitée, mais elle n'en est pas moins devenue un aspect important de l'enseignement supérieur transnational : elle correspond aux investissements directs étrangers réalisés par des établissements d'enseignement supérieur ou des entreprises de formation. La forme la plus caractéristique de ce type de mobilité est l'ouverture à l'étranger de campus, par des universités, et de centres de formation, par d'autres fournisseurs de services éducatifs. La mobilité des établissements recouvre également la création d'établissements d'enseignement entièrement nouveaux (non affiliés à un établissement d'origine), et aussi l'acquisition partielle ou totale d'un établissement à l'étranger.

S'il est vrai que la mobilité des programmes et des institutions ne permet peut-être pas aux étudiants de vivre les mêmes expériences culturelles et linguistiques qu'un séjour à l'étranger, elle est moins coûteuse pour l'intéressé et peut avoir des effets bénéfiques indirects dans le secteur de l'enseignement supérieur du pays d'accueil. Dans le secteur des formations sanctionnées par un diplôme, le développement de l'enseignement supérieur transnational passant par la mobilité des programmes et des établissements résulte pour l'essentiel des initiatives individuelles des établissements d'enseignement de type traditionnel, publics ou privés à but non lucratif, qui, de plus en plus souvent, offrent des services commerciaux.

L'Australie est l'exemple même d'un pays qui de plus en plus assure des formations supérieures transnationales dans le pays d'origine des étudiants grâce à la mobilité des programmes et des établissements : entre 1996 et 2001, la

part des étudiants étrangers inscrits dans des établissements australiens sans avoir quitté leur pays d'origine est passée de 24 à 37 %. Les étudiants concernés étaient pour la plupart inscrits dans des campus (programmes) traditionnels en dehors de l'Australie (28 % de l'ensemble des étudiants étrangers en 2001) alors qu'une proportion plus faible (9 % de cet effectif), mais en hausse, suivait une formation à distance. Plus de la moitié des étrangers originaires de Singapour et de Hong-Kong, Chine, inscrits dans un établissement australien suivent ainsi une formation délocalisée depuis leur pays. ■

Quelles sont les différentes logiques et stratégies à l'œuvre dans l'enseignement supérieur transnational ?

Quatre stratégies différentes mais ne s'excluant pas mutuellement se font jour en matière d'enseignement supérieur transnational. Trois d'entre elles – les migrations de personnels qualifiés, la mobilisation de recettes, le renforcement des capacités –, apparues dans les années 90, obéissent très nettement à des considérations économiques, ce qui est moins vrai de la quatrième, la compréhension mutuelle, qui existe depuis plus longtemps.

La *stratégie fondée sur la compréhension mutuelle* comprend des objectifs politiques, culturels, universitaires et d'aide au développement. Elle autorise et encourage la mobilité internationale des étudiants et des personnels, à la fois nationaux et étrangers, par des programmes de bourses et d'échanges universitaires, ainsi que les partenariats entre établissements d'enseignement supérieur. Dans cette stratégie, le recrutement d'étudiants étrangers ne fait en général pas l'objet de campagnes vigoureuses. Les pays qui jusqu'à présent ont opté pour cette optique, comptent par exemple le Japon, le Mexique, la Corée, ou encore l'Espagne. Le programme Socrates-Erasmus mis en place par l'Union européenne correspond également à cette stratégie puisqu'il prévoit des échanges d'étudiants et d'enseignants, la constitution de réseaux de départements et d'établissements dans toute l'Europe et l'élaboration commune de programmes d'études.

La *stratégie fondée sur les migrations de personnels qualifiés* partage les objectifs de la précédente mais accorde une plus grande place au recrutement de certains types d'étudiants étrangers. Elle vise à attirer des étudiants (et universitaires) talentueux susceptibles de devenir des travailleurs du savoir au service de l'économie du pays d'accueil ou d'augmenter la compétitivité des secteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur de ce pays. Les systèmes de bourses d'études peuvent demeurer un moyen d'action important à cet égard mais d'autres mesures viennent les compléter : la promotion active à l'étranger du secteur de l'enseignement supérieur du pays et, parallèlement, l'allègement des réglementations en matière de visa ou d'immigration pour la population visée. Parfois, des services sont expressément mis sur pied pour faciliter les études et le séjour des étrangers dans le pays d'accueil, et l'enseignement en anglais peut se développer (dans les pays non anglophones). Les populations-cibles peuvent être variées : les étudiants originaires de certaines régions ;

les étudiants en post-licence ou les futurs chercheurs plutôt que les étudiants en pré-licence ; ou encore les étudiants spécialisés dans un domaine précis. Cette stratégie se traduit en général par une augmentation du nombre des étudiants étrangers reçus. Parmi les pays qui ont adopté cette approche, on peut citer, entre autres, l'Allemagne, le Canada, la France, le Royaume-Uni (pour les étudiants de l'UE) et les États-Unis (pour les étudiants en post-licence).

La *stratégie fondée sur la mobilisation de recettes* s'inscrit dans la même logique que celle qui repose sur la compréhension mutuelle et sur les migrations de personnels qualifiés mais prévoit des services d'enseignement supérieur payants ne bénéficiant (en général) d'aucune subvention publique. Comparés aux étudiants nationaux, les étudiants internationaux procurent donc un revenu supplémentaire aux établissements d'enseignement supérieur qui sont encouragés à faire preuve d'un esprit d'entreprise sur le marché international de la formation. Dans cette stratégie, les pouvoirs publics accordent en général aux établissements une très grande autonomie, cherchent à asseoir la réputation de leur secteur d'enseignement supérieur et s'efforcent de protéger les étudiants étrangers, grâce à des mécanismes d'assurance-qualité par exemple. Ils peuvent, en outre, par une politique active, chercher à réduire les obstacles aux activités éducatives transnationales lors des négociations relatives au commerce des services éducatifs se déroulant dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) ou par d'autres moyens. Cette stratégie aboutit généralement à une progression sensible de la mobilité des étudiants « payants » et à une forte participation à l'enseignement supérieur transnational marchand via la mobilité des programmes et des établissements. Parmi les pays qui ont opté pour cette approche figurent l'Australie, le Royaume-Uni (pour les étudiants hors Union européenne), la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (pour les étudiants en pré-licence).

La *stratégie fondée sur le renforcement des capacités* consiste à encourager le recours à l'enseignement supérieur transnational, quel que soit le mode de fourniture, afin de renforcer rapidement les capacités d'un pays émergent. Les programmes de bourses proposés à l'appui de la mobilité internationale des fonctionnaires, des enseignants, des universitaires et des étudiants constituent d'importants instruments d'action à cette fin, tout comme les mesures prises pour encourager les établissements, les programmes et les universitaires étrangers à venir exploiter des entreprises d'enseignement à but lucratif, en général dans le cadre d'une réglementation gouvernementale qui assure leur compatibilité avec les actions programmées par le pays pour renforcer son économie. Les accords de jumelage et les partenariats instaurés avec des prestataires locaux sont encouragés (et parfois imposés) afin de faciliter les transferts de connaissances entre établissements d'enseignement étrangers et locaux. A court terme, cette approche a pour effet d'augmenter considérablement le nombre des étudiants nationaux qui se rendent à l'étranger, ainsi que celui des programmes et des établissements éducatifs étrangers à but lucratif qui viennent s'installer dans le pays pour répondre à la demande locale. Cette stratégie est principalement mise en œuvre en Asie du Sud-Est et du Nord ainsi qu'au Moyen-Orient – en Malaisie, à Hong-Kong, Chine, en Chine et à Singapour par exemple. ■

Quels liens existe-t-il entre l'AGCS et l'éducation ?

Les services éducatifs sont à l'ordre du jour des négociations en cours au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La question de la libéralisation du commerce des services éducatifs a suscité un large débat public, et jusqu'à présent, nombre de pays se sont montrés réticents à entamer des négociations à ce sujet. La seule idée que certains types d'activités éducatives puissent entrer dans le champ des règlements et des accords commerciaux a donné lieu un débat passionné sur la nature de l'éducation, en particulier dans les pays de l'OCDE où l'enseignement constitue pour l'essentiel un service public à but non lucratif.

Les parties prenantes à l'éducation craignent surtout que l'AGCS ne compromette la possibilité d'octroyer des financements et subventions publics ainsi que la capacité des gouvernements à réglementer la qualité dans l'enseignement supérieur. En principe, toutefois, le secteur de l'enseignement public n'entre pas dans le champ des négociations de l'AGCS et aucun pays membre n'a pour l'instant exprimé le souhait de l'y intégrer. Par ailleurs, à moins que les membres ou les pays de l'OMC ne décident de le faire, l'AGCS ne contient aucune règle qui oblige les pays prenant des engagements dans les services éducatifs à abandonner le financement public de leur système d'enseignement supérieur ou à étendre ce financement public aux établissements ou aux étudiants étrangers. Jusqu'à présent, aucun pays n'a pris un tel engagement. La détermination des normes de qualité n'entre pas non plus dans le champ d'application des accords commerciaux, pas plus que dans celui de l'AGCS en particulier. Cet accord impose d'élaborer les règles nécessaires pour s'assurer que les exigences et procédures en matière de qualifications, ainsi que les normes techniques et les prescriptions en matière de licences, ne constituent pas des obstacles inutiles au commerce des services. Mais ces règles n'existent pas encore. L'AGCS ne prévoit pas non plus, ni ne cherche à entreprendre, la reconnaissance des titres et diplômes. Les accords sur la reconnaissance des qualifications doivent cependant être notifiés à l'OMC pour l'information d'autres membres potentiellement intéressés. En bref, l'impact possible de l'AGCS sur les systèmes d'enseignement nationaux dépendra des engagements que les pays prendront, lesquels ont jusqu'à présent été limités et prudents.

L'enseignement supérieur transnational s'est pour l'essentiel développé en l'absence d'engagements pris dans le cadre de l'AGCS. Son développement obéit à des facteurs étrangers à cet accord et devrait donc se poursuivre indépendamment de lui, du moins à court terme. Qu'un pays décide ou non de prendre des engagements au titre de l'AGCS en matière d'éducation, il devra de toute façon faire face à bon nombre des questions et difficultés qui découlent du développement de l'enseignement supérieur transnational et du commerce des services éducatifs. En réalité, dans bien des cas, les politiques à mettre en œuvre pour gérer le développement de l'enseignement supérieur transnational ne sont pas liées à l'AGCS et n'en subissent pas non plus les effets (c'est par exemple le cas en matière de visa étudiants, d'assurance-qualité, de validation et de reconnaissance des titres et diplômes).

L'enseignement supérieur transnational représente cependant une importante source de recettes d'exportation dans certains pays de l'OCDE et donne de plus en plus souvent lieu à des arrangements commerciaux. Les personnes qui vont étudier à l'étranger ont des dépenses de subsistance, de scolarité et de déplacement importantes. Même si les avis divergent d'un pays et d'une région à l'autre, l'éducation est de plus en plus considérée comme un enjeu commercial potentiel pour l'avenir. Les recettes d'exportation liées à la mobilité internationale des étudiants ont été estimées à 30 milliards de dollars EU au moins en 1998, soit 3 % des exportations mondiales de services. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les services éducatifs se situent respectivement aux troisième et quatrième rangs des exportations de services et aux quatorzième et quinzième rangs des exportations dans leur ensemble. ■

Quels sont les principaux enjeux pour les décideurs publics ?

Les enjeux en matière d'enseignement supérieur transnational sont pour l'essentiel les enjeux classiques des politiques d'éducation : la qualité, l'accès et l'équité, le financement et le coût, enfin la contribution de l'éducation à la croissance.

Qualité et reconnaissance

Les pays tant fournisseurs que récepteurs d'enseignement supérieur transnational ont un intérêt commun à renforcer la qualité des prestations dans ce domaine (soit pour protéger leurs apprenants, soit pour préserver la réputation et l'attrait de leur système d'enseignement supérieur à l'étranger).

La diversité des systèmes d'enseignement supérieur, leur faible lisibilité à l'échelle mondiale, ainsi que le manque de transparence des informations les concernant, ouvrent autant de brèches dans lesquelles peuvent tenter de s'engouffrer des producteurs de formations de qualité médiocre, voire des fournisseurs sans scrupules (les usines à diplômes), ou encore des organismes d'homologation et d'assurance-qualité malhonnêtes. S'il est vrai que les systèmes nationaux d'homologation et d'assurance-qualité résolvent en partie les problèmes de qualité liés à la mobilité internationale des étudiants, la mobilité des programmes et celle des établissements n'entrent guère dans leur champ d'application. Dans ces deux cas, la mobilité peut comporter des risques plus ou moins grands pour la qualité, selon, par exemple, ses modalités (franchise, jumelage, cyberformation, etc.). Même si la fraude – autrement dit la vente (ou l'achat) de faux diplômes – n'intervient encore qu'à une échelle limitée, cette pratique donne une perception négative de la qualité de l'enseignement supérieur transnational.

La reconnaissance des diplômes étrangers est également importante pour faciliter les séjours d'études à l'étranger et permettre aux étudiants titulaires de diplômes obtenus dans un autre pays d'exercer leur métier chez eux ou, d'une façon plus générale, d'accéder au marché du travail international.

Les évolutions récentes dans l'enseignement supérieur transnational font naître de nouveaux impératifs pour les pouvoirs publics :

- De solides systèmes d'assurance-qualité et d'homologation, couvrant les aspects internationaux, marchands et non traditionnels de l'enseignement supérieur, doivent protéger les étudiants de divers risques : informations erronées, prestations de qualité médiocre, et diplômes ou titres d'une validité douteuse.
- Titres et diplômes devraient être compréhensibles et transparents à l'échelle internationale afin d'accroître leur validité et leur transférabilité et de faciliter la tâche des organismes chargés de l'évaluation et de la reconnaissance des qualifications.
- Les organismes nationaux d'assurance-qualité et d'homologation doivent intensifier leur coopération à l'échelle internationale afin de mieux se comprendre mutuellement.

Accès et équité

L'enseignement supérieur transnational représente sans aucun doute un moyen d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur au niveau mondial. Les pays où la demande d'enseignement post-secondaire demeure pour une large part non satisfaite devraient donc envisager, entre autres solutions, de faciliter l'accès de leurs citoyens aux différentes formes d'enseignement transnational (mobilité des étudiants, mobilité des programmes, mobilité des établissements).

Toutefois, la mobilité internationale des étudiants et les formations étrangères dispensées à domicile peuvent soulever des questions d'équité. Le développement de l'enseignement supérieur transnational peut conduire à l'éviction des étudiants nationaux par des étudiants internationaux si les gouvernements et les établissements d'enseignement ne sont pas vigilants. De plus, la mobilité des étudiants reste pour l'essentiel financée par les intéressés et leurs familles ; en général, les étudiants autofinancent leur participation aux formations étrangères privées proposées en Asie. Les personnes issues de milieux économiques modestes ou assez peu instruits participent moins à la mobilité internationale des étudiants. Aux États-Unis, les étudiants appartenant à des minorités se trouvent aussi dans cette situation. Parfois, l'enseignement supérieur transnational permet cependant d'élargir l'accès des minorités à l'enseignement supérieur : c'est le cas des étudiants malaisiens issus des minorités indienne et chinoise. La mobilité profite à égalité aux hommes et aux femmes dans les programmes Socrates-Erasmus de l'Union européenne ; elle est favorable aux femmes aux États-Unis (car ce sont essentiellement les étudiants en lettres et en sciences humaines qui partent à l'étranger) mais privilégie les hommes dans la plupart des pays d'origine asiatiques, ce qui reflète la plus forte scolarisation des hommes dans l'enseignement supérieur dans ces pays et peut-être également la propension qu'ont les familles à investir davantage dans la formation des garçons que dans celle des filles. S'il est vrai que les écarts entre les différents groupes de population ont des chances d'être en partie comblés de façon mécanique à mesure que l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur progressera dans les pays d'origine, les gouvernements et les autres parties prenantes à

l'éducation qui, dans les pays d'accueil et d'origine, souhaitent s'attaquer au problème d'équité dans l'enseignement supérieur transnational pourraient :

- améliorer l'aide financière à la participation à l'enseignement supérieur transnational en octroyant des bourses ou des prêts aux étudiants ciblés et sous conditions de ressources ;
- mieux informer les étudiants issus de milieux peu instruits et socio-économiquement modestes sur les avantages et les coûts de la mobilité internationale des étudiants.

Financement et coût

Les stratégies de financement adoptées par les pays de l'OCDE à l'égard des étudiants étrangers appartiennent à deux grandes catégories.

La première stratégie consiste à subventionner indirectement les étudiants étrangers. De fait, tant que l'enseignement dispensé à des étudiants étrangers n'oblige pas les établissements à accroître leurs capacités, il ne représente qu'un coût marginal. De plus, lorsqu'un système ou certaines disciplines enregistrent une baisse d'effectifs, la scolarisation d'étudiants étrangers permet de réduire le coût moyen de l'enseignement supérieur (en augmentant le nombre d'étudiants par enseignant) et de préserver la diversité des formations proposées. Les subventions indirectes atténuent (mais n'éliminent pas totalement) la question du financement des étudiants étrangers. Cette stratégie repose implicitement sur un principe de réciprocité entre pays/établissements, surtout dans un contexte de croissance de la mobilité internationale des étudiants.

Plus récente, la seconde stratégie inscrit souvent l'enseignement supérieur transnational dans un programme plus vaste de réformes du financement et de la gestion des systèmes nationaux d'enseignement supérieur. Jusqu'à présent, la politique de tarification des études au coût réel pour les étudiants internationaux a précédé plutôt que découlé d'une forte croissance des effectifs d'étudiants internationaux. Les étudiants internationaux contribuent dans une certaine mesure au financement du système national d'enseignement supérieur, tout en procurant les avantages potentiels de la première stratégie. En acquittant l'intégralité du coût de leur scolarité, ces étudiants aident les universités à renforcer leur capacité d'enseignement et de recherche. Les établissements d'enseignement sont donc aussi fortement incités à recruter des étudiants internationaux, à répondre davantage à la demande, à faire preuve d'un plus grand esprit d'entreprise, et, éventuellement, à entreprendre des activités transnationales marchandes telles que la mobilité des programmes et des établissements. Les gouvernements qui cherchent à encourager leurs établissements d'enseignement supérieur à financement public à recruter un plus grand nombre d'étudiants étrangers ou à entreprendre des activités transnationales marchandes devraient donc :

- leur fournir des incitations réelles en ce sens, notamment en leur accordant une véritable autonomie financière ainsi que la possibilité de gérer librement les ressources privées générées par ces activités ;
- instaurer des lignes directrices et des mécanismes efficaces pour assurer la transparence de toute activité internationale de type entrepreneurial menée par les établissements d'enseignement supérieur à financement public.

Recourir à l'enseignement supérieur transnational pour renforcer les capacités

Économiquement parlant, l'enseignement supérieur transnational peut être tout aussi important pour les pays importateurs qu'exportateurs et peut bel et bien aider les économies émergentes ainsi que les pays en développement et en transition à construire ou à renforcer leurs capacités d'enseignement supérieur, ainsi qu'à répondre à l'éventuelle demande non satisfaite par leurs capacités nationales.

Comme on l'a déjà noté, l'enseignement supérieur transnational constitue un moyen d'élargir l'accès des ressortissants d'un pays donné à l'enseignement supérieur, ce qui, en fin de compte, contribue à la croissance et au développement. La mobilité des étudiants et des chercheurs facilite l'instauration des réseaux internationaux indispensables pour accéder aux connaissances les plus récentes. Les partenariats entre universités locales et étrangères liés à la mobilité des programmes et des établissements peuvent, quant à eux, indirectement aider à améliorer la qualité des prestations locales. Enfin, les activités marchandes d'enseignement supérieur transnational peuvent conduire plus rapidement à la constitution de capacités que ne le permettent les seules ressources intérieures ou l'aide au développement. Elles donnent en outre aux pays d'accueil un plus grand pouvoir de négociation pour imposer leurs conditions aux prestataires étrangers.

Toutefois, les pays en développement doivent être conscients de certains des risques que ces activités peuvent comporter :

- Les pays en développement devraient s'assurer que les services éducatifs étrangers répondent à leurs besoins et à leurs exigences en matière de qualité et qu'ils ont de réels effets d'entraînement pour leur système d'enseignement supérieur.
- La mobilité internationale des étudiants peut dans certains cas faire courir aux pays d'origine le risque d'une « fuite

des cerveaux » : l'enseignement supérieur transnational sans mobilité étudiante peut atténuer ce risque et créer localement de plus grandes possibilités d'emploi pour les étudiants.

- Le commerce international de services éducatifs ne jouera probablement pas un rôle important dans les pays où la population capable de payer des activités de formation non subventionnées (à but lucratif) est insuffisante ; il convient donc d'encourager l'aide au développement en matière d'éducation dans les pays les moins avancés.

Cohérence de l'action gouvernementale

Du fait que l'enseignement supérieur transnational fait intervenir de multiples acteurs et domaines d'intervention dans un pays donné, une stratégie efficace dans ce domaine doit nécessairement tenir compte de cette diversité et assurer une coordination, ou compatibilité, maximale entre les politiques menées dans plusieurs domaines tels que : la politique d'assurance-qualité et de reconnaissance ; l'aide au développement dans le domaine de l'éducation ; les autres politiques nationales d'éducation ; la politique culturelle ; la politique migratoire (visas) ; la politique commerciale extérieure ; la politique économique. ■

Autres informations

Pour de plus amples renseignements au sujet des travaux de l'OCDE sur l'internationalisation et le commerce dans l'enseignement supérieur, veuillez contacter :

Kurt Larsen, tél. : (33-1) 45 24 92 02
(email : Kurt.Larsen@oecd.org), ou

Stéphan Vincent-Lancrin, tél. : (33-1) 45 24 92 29
(email : Stephan.Vincent-Lancrin@oecd.org). ■

Références

- OCDE (2004), **Enseignement supérieur : internationalisation et commerce**, Paris.
- OCDE (2004), **Qualité et reconnaissance des diplômes de l'enseignement supérieur : Un défi international**, Paris.
- OCDE (2002), **Analyse des politiques d'éducation 2002**, chapitre 4, « L'internationalisation croissante de l'enseignement post-secondaire ».
- Larsen, K. et S. Vincent-Lancrin (2002), « **Le commerce international de services d'éducation : est-il bon ? est-il méchant ?** », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, vol. 14, n° 3, OCDE, Paris.
- Larsen, K., J. Martin et R. Morris (2002), « **Trade in Educational Services: Trends and Issues** », *The World Economy*, 25(6), pp. 849-868.
- OCDE (2003), « **Évolution des modes de gouvernance dans l'enseignement supérieur** », *Analyse des politiques d'éducation*, Paris.
- OCDE (2002), **Pour l'ouverture des marchés de services : l'Accord général sur le commerce des services**, Paris.
- OCDE (2002), **International Mobility of the Highly Skilled**, Paris.
- OCDE (2002), **L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts**, Paris.
- OCDE (2005), **Cyberformation et enseignement supérieur**, Paris, à paraître.

**Vous pouvez acheter en toute sécurité les publications
de l'OCDE par l'intermédiaire de la librairie en ligne de l'OCDE**

www.oecd.org/bookshop

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques,

Direction des relations publiques et de la Communication.

Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

Où nous contacter ?

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE
de BERLIN
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail :
berlin.contact@oecd.org
Internet :
www.oecd.org/deutschland

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de WASHINGTON
2001 L Street N.W.,
Suite 650
WASHINGTON D.C. 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail :
washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

FRANCE

Siège de l'OCDE de PARIS
2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

JAPON

Centre de l'OCDE de TOKYO
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtkyoo.org
Internet : www.oecdtkyoo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE
du MEXIQUE
Av. Presidente Mazaryk 526,
Colonia: Polanco,
C.P. 11560
MEXICO D.F.
Tél. : (00.52.55) 9138 6233
Fax : (00.52.55) 5280 0480
E-mail :
mexico.contact@oecd.org
Internet :
www.ocdemexico.org.mx

Les Synthèses de l'OCDE sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE

www.oecd.org/publications/Pol_brief/index-fr.htm